

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

29 décembre 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant
à lutter contre certaines formes de
discrimination en ce qui concerne le motif de
discrimination fondé sur l'état de santé**

**AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL
N° 2.266 DU 21 DÉCEMBRE 2021**

Voir:

Doc 55 **2227/ (2020/2021):**

001: Proposition de loi de Mmes Vanrobaeys et Depraetere.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

29 december 2021

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 10 mei 2007
ter bestrijding van bepaalde vormen van
discriminatie wat de discriminatiegrond
gezondheidstoestand betreft**

**ADVIES VAN DE NATIONALE ARBEIDSRAAD
NR. 2.266 VAN 21 DECEMBER 2021**

Zie:

Doc 55 **2227/ (2020/2021):**

001: Wetsvoorstel van de dames Vanrobaeys en Depraetere.

06086

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



A V I S N° 2.266

Séance du mardi 21 décembre 2021

Proposition de loi modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination en ce qui concerne le motif de discrimination fondé sur l'état de santé

x

x

x

3.282

Av. de la Joyeuse Entrée, 17-21 - 1040 Bruxelles
Tel: 02 233 88 11 - Fax: 02 233 89 38 - E-mail: cntgreffe-nargriffie@cnt-nar.be - Website: www.cnt-nar.be

A V I S N° 2.266

Objet : Proposition de loi modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination en ce qui concerne le motif de discrimination fondé sur l'état de santé

Par lettre du 29 octobre 2021, Madame E. TILLIEUX, Présidente de la Chambre des Représentants a saisi le Conseil national du Travail d'une demande d'avis portant sur une proposition de loi modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination en ce qui concerne le motif de discrimination fondé sur l'état de santé, déposée par Madame A. VANROBAEYS (DOC 55 2227/001).

L'examen de ce dossier a été confié à la Commission des relations individuelles du travail du Conseil.

Sur rapport de cette Commission, le Conseil a émis, le 21 décembre 2021, l'avis suivant.

x x x

- 2 -

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

I. OBJET ET PORTEE DE LA SAISINE

Par lettre du 29 octobre 2021, Madame E. TILLIEUX, Présidente de la Chambre des Représentants a saisi le Conseil national du Travail d'une demande d'avis portant sur une proposition de loi modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination en ce qui concerne le motif de discrimination fondé sur l'état de santé, déposée par Madame A. VANROBAEYS (DOC 55 2227/001).

Cette proposition de loi vise à remplacer, dans l'article 3 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination (loi anti-discrimination), modifié par la loi du 30 décembre 2009, les mots « l'état de santé actuel ou futur » par les mots « l'état de santé ».

L'objectif poursuivi par cette proposition de loi est d'élargir la portée de l'actuel critère protégé, à savoir « l'état de santé actuel ou futur », afin que l'état de santé antérieur soit également protégé par la loi anti-discrimination.

Cela permettrait en outre d'harmoniser le critère protégé de la loi anti-discrimination avec le prescrit de la convention collective de travail n° 38 du 6 décembre 1983 concernant le recrutement et la sélection de travailleurs, réaffirmé par la convention collective de travail n° 95 du 10 octobre 2008 concernant l'égalité de traitement durant toutes les phases de la relation de travail, qui inclut déjà le critère protégé du « passé médical ».

L'avis du Conseil est sollicité dans les 60 jours.

II. POSITION DU CONSEIL

Le Conseil a consacré un examen attentif à la proposition de loi dont saisine.

Il constate que cette proposition de loi vise à remplacer, dans l'article 3 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination (loi anti-discrimination), modifié par la loi du 30 décembre 2009, les mots « l'état de santé actuel ou futur » par les mots « l'état de santé ».

Avis n° 2.266

- 3 -

L'objectif ainsi poursuivi est d'élargir la portée de l'actuel critère protégé, à savoir « l'état de santé actuel ou futur », afin que l'état de santé antérieur soit également protégé par la loi anti-discrimination.

Dans la droite ligne de la convention collective de travail n° 38 du 6 décembre 1983 concernant le recrutement et la sélection de travailleurs et de la convention collective de travail n° 95 du 10 octobre 2008 concernant l'égalité de traitement durant toutes les phases de la relation de travail conclues en son sein, qui incluent déjà le critère protégé du « passé médical », le Conseil soutient l'objectif poursuivi par la proposition de loi qui lui est soumise pour avis mais il souhaite néanmoins formuler quelques remarques à son égard.

1. Tout d'abord, le Conseil constate que les directives européennes en matière de lutte contre la discrimination ne prévoient pas de motif fondé sur l'« état de santé » et que c'est à l'initiative du législateur belge que ce motif a été repris dans la loi anti-discrimination. Le Conseil relève en effet que l'article 8.1 de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail autorise les Etats membres à adopter ou maintenir des dispositions plus favorables à la protection du principe de l'égalité de traitement que celles prévues dans ladite directive.
2. Ensuite, le Conseil fait remarquer qu'il faut pouvoir prendre en compte dans cette problématique l'impact sur l'organisation du travail dans les entreprises de même que les implications pour l'employeur en termes de coût.
3. Il rappelle également qu'une différence de traitement directe ou indirecte fondée sur l'état de santé ne constitue pas une discrimination si elle est justifiée objectivement par un objectif légitime et si les moyens mis en œuvre pour réaliser cet objectif sont appropriés et nécessaires.
4. Il relève par ailleurs qu'actuellement la loi anti-discrimination n'interdit que la discrimination fondée sur « l'état de santé actuel ou futur », ce qui implique que des personnes peuvent être discriminées sur la base d'une maladie contractée par le passé pour laquelle elles sont aujourd'hui guéries ou en rémission.

Avis n° 2.266

- 4 -

5. Le Conseil remarque enfin que les décrets ou ordonnances des différentes entités fédérées en la matière ainsi que l'article 3, §1^{er} de l'Accord de coopération du 12 juin 2013¹ entre l'Autorité fédérale, les Régions et les Communautés font référence à l'« état de santé », sans autre précision.

Tout en tenant compte de ces différentes remarques, le Conseil peut souscrire à la proposition de loi qui lui est soumise pour avis.

Il constate in fine qu'il est fait mention, dans les développements qui accompagnent la proposition de loi, de l'accord de coopération entre Unia et les organisations d'employeurs du 18 décembre 2019. Il considère que cette mention n'est pas adéquate et estime préférable qu'elle soit supprimée.

¹ Accord de coopération entre l'Autorité fédérale, les Régions et les Communautés visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations sous la forme d'une institution commune, au sens de l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Avis n° 2.266



A D V I E S Nr. 2.266

Zitting van dinsdag 21 december 2021

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie wat de discriminatiegrond gezondheidstoestand betreft

X X X

3.282

Blijde Inkomstlaan, 17-21 - 1040 Brussel
Tel: 02 233 88 11 - Fax: 02 233 89 38 - E-mail: cntgreffe-nargriffie@nar-cnt.be - Website: www.nar-cnt.be

ADVIES Nr. 2.266

Onderwerp: Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie wat de discriminatiegrond gezondheidstoestand betreft

Bij brief van 29 oktober 2021 heeft mevrouw E. TILLIEUX, voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Nationale Arbeidsraad om advies gevraagd over een wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie wat de discriminatiegrond gezondheidstoestand betreft, ingediend door mevrouw A. VANROBAEYS (DOC 55 2227/001).

De bespreking van dit dossier werd toevertrouwd aan de commissie Individuele Arbeidsverhoudingen.

Op verslag van die commissie heeft de Raad op 21 december 2021 navolgend advies uitgebracht.

x

x

x

- 2 -

ADVIES VAN DE NATIONALE ARBEIDSRAAD

I. ONDERWERP EN DRAAGWIJDTE VAN DE ADVIESAANVRAAG

Bij brief van 29 oktober 2021 heeft mevrouw E. TILLIEUX, voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Nationale Arbeidsraad om advies gevraagd over een wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie wat de discriminatiegrond gezondheidstoestand betreft, ingediend door mevrouw A. VANROBAEYS (DOC 55 2227/001).

Dit wetsvoorstel strekt ertoe in artikel 3 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie (Antidiscriminatiewet), gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, de woorden "huidige of toekomstige gezondheidstoestand" te vervangen door het woord "gezondheidstoestand".

Het doel van dit wetsvoorstel is de draagwijdte van het thans gebruikte beschermd criterium, namelijk "huidige of toekomstige gezondheidstoestand", te verruimen, zodat een gezondheidstoestand uit het verleden ook wordt beschermd door de Antidiscriminatiewet.

Zo kan bovendien het beschermd criterium in de Antidiscriminatiewet worden geharmoniseerd met de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 38 van 6 december 1983 betreffende de werving en selectie van werknemers, nogmaals bevestigd in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 95 van 10 oktober 2008 betreffende de gelijke behandeling gedurende alle fasen van de arbeidsrelatie, waarin reeds het beschermd criterium "ziekteverleden" wordt gehanteerd.

Het advies van de Raad wordt binnen de 60 dagen verzocht.

II. STANDPUNT VAN DE RAAD

De Raad heeft het ter advies voorgelegde wetsontwerp aandachtig bestudeerd.

Hij stelt vast dat dit wetsontwerp in artikel 3 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie (Antidiscriminatiewet), gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, de woorden "huidige of toekomstige gezondheidstoestand" wil vervangen door het woord "gezondheidstoestand".

Advies nr. 2.266

- 3 -

Het doel dat hiermee wordt nagestreefd is de draagwijdte van het thans gebruikte beschermd criterium, namelijk “huidige of toekomstige gezondheidstoestand”, te verruimen, zodat een gezondheidstoestand uit het verleden ook wordt beschermd door de Antidiscriminatiewet.

In overeenstemming met de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 38 van 6 december 1983 betreffende de werving en selectie van werknemers en de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 95 van 10 oktober 2008 betreffende de gelijke behandeling gedurende alle fasen van de arbeidsrelatie, die in de schoot van de Raad werden gesloten en waarin reeds het beschermd criterium “ziekteverleden” wordt gehanteerd, steunt de Raad het doel van het ter advies voorgelegde wetsontwerp. Hij wil echter wel een aantal opmerkingen maken.

1. Eerst en vooral constateert de Raad dat de Europese richtlijnen op het gebied van de bestrijding van discriminatie geen grond op basis van “gezondheidstoestand” voorzien, en dat deze grond op initiatief van de Belgische wetgever werd opgenomen in de Antidiscriminatiewet. De Raad merkt namelijk op dat artikel 8.1 van richtlijn 2000/78/EG van de Raad van 27 november 2000 tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep, de lidstaten toelaat bepalingen vast te stellen of te handhaven die voor de bescherming van het beginsel van gelijke behandeling gunstiger zijn dan die van deze richtlijn.
2. Vervolgens vestigt de Raad de aandacht op het feit dat binnen deze problematiek rekening moet kunnen worden gehouden met de impact op de arbeidsorganisatie in de ondernemingen en met de gevolgen voor de kosten voor de werkgever.
3. Hij herinnert er eveneens aan dat een direct of indirect verschil in behandeling op grond van de gezondheidstoestand geen discriminatie is indien dit objectief wordt gerechtvaardigd door een legitiem doel en indien de middelen die worden ingezet om dit doel te verwezenlijken, passend en noodzakelijk zijn.
4. Hij wijst er bovendien op dat de Antidiscriminatiewet momenteel enkel discriminatie op grond van de “huidige of toekomstige gezondheidstoestand” verbiedt, wat impliceert dat personen gediscrimineerd mogen worden op grond van een ziekte die zij in het verleden hebben opgelopen en waar zij nu van genezen of voor in remissie zijn.

Advies nr. 2.266

- 4 -

5. De Raad merkt ten slotte op dat in de decreten of ordonnanties van de verschillende gefedereerde entiteiten ter zake, alsook in artikel 3, § 1 van het Samenwerkingsakkoord van 12 juli 2013¹ tussen de federale overheid, de gewesten en de gemeenschappen wordt verwezen naar de "gezondheidstoestand", zonder verdere precisering.

Met al deze opmerkingen in het achterhoofd kan de Raad akkoord gaan met het ter advies voorgelegde wetsvoorstel.

Tot slot stelt hij vast dat in de toelichtingen bij het wetsontwerp het samenwerkingsakkoord tussen Unia en de werkgeversorganisaties van 18 december 2019 wordt vermeld. Hij is van oordeel dat deze vermelding niet passend is en meent dat zij beter kan worden geschrapt.

¹ Samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid, de gewesten en de gemeenschappen voor de oprichting van het interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Advies nr. 2.266